

Questions orales

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

DEMANDE DE DÉDOUANEMENT DES CAMIONS
COMMANDÉS PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS DE
L'ONTARIO

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et concerne l'importation des États-Unis de camions lourds d'un modèle qui n'est pas fabriqué au Canada. Plusieurs municipalités de l'Ontario ont commandé ces véhicules, mais ne peuvent en recevoir la livraison parce qu'ils sont gardés en entrepôt de douane au Canada à cause de la balance commerciale défavorable du Canada en ce qui concerne l'Accord automobile. Le ministre voudrait-il voir à ce qu'on relâche ces véhicules absolument nécessaires?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir d'examiner la situation et d'en faire rapport au député.

[Plus tard]

[Français]

QUESTION RELATIVE À CERTAINS VÉHICULES RETENUS À
CHARNY—ON DEMANDE DES EXPLICATIONS

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné que, depuis près de trois mois, une centaine de camions et camionnettes sont retenus dans une cour à Charny, province de Québec, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il est au courant de ce problème et, dans l'affirmative, peut-il dire à la Chambre quelles raisons justifient cette mesure?

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'étudierai la question du député s'il me donne d'autres renseignements. Sans vouloir me livrer à des conjectures à propos de cette réponse, il n'y a pas de doute, à mon avis, que les fabricants d'automobiles ont réalisé de très bonnes ventes cette année; il se peut qu'ils aient de la difficulté à maintenir leur production.

* * *

LES AFFAIRES URBAINES

JERICHO (VANCOUVER)—LES TERRAINS DU MINISTÈRE
DE LA DÉFENSE NATIONALE—DEMANDE DE CESSION
IMMÉDIATE À LA VILLE

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Étant donné que le ministre d'État chargé des Affaires urbaines a annoncé cette semaine à Vancouver le transfert à la Société centrale d'hypothèques et de logement pour usage public de l'île de Granville appartenant au gouvernement dans la ville de Vancouver, le ministre pourrait-il nous assurer qu'il étudiera immédiatement le transfert à la ville de Vancouver pour usage public de la zone de développement de 38 acres des terres de Jericho appartenant à la Défense nationale à Vancouver?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je suis certain que le

[M. l'Orateur.]

député sait que des négociations sont en cours entre la ville et le ministre de la Défense nationale.

M. l'Orateur: A l'ordre. J'espère que les députés se rendent compte que nous sommes arrivés à la fin de la période des questions. Avant de passer à l'ordre du jour, je donnerai la parole au député de Cape Breton-The Sydneys après la question supplémentaire du député de Vancouver Quadra.

LA CESSION DE L'ÎLE GRANVILLE (VANCOUVER) À LA
SCHL—L'USAGE ENVISAGÉ

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Le ministre pourrait-il informer la Chambre sur l'usage que la Société centrale d'hypothèques et de logement compte faire de l'île Granville, qui est un terrain industriel?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait probablement, nous avons reçu un rapport d'experts-conseils en octobre dernier. La Société centrale d'hypothèques et de logement ne renouvellera plus de baux sur l'île, mais utilisera le terrain de la manière envisagée dans le rapport des experts-conseils pour le plus grand avantage de la ville de Vancouver.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES EMPLOYÉS DE L'HÔTEL NOVA SCOTIAN—
LES PERSPECTIVES DE RÈGLEMENT

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Puis-je demander au ministre s'il a du nouveau à nous apprendre au sujet de la grève des employés de l'hôtel du CN, le Nova Scotian, à Halifax?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir prévenu de sa question. Le 1^{er} juin, j'ai nommé un médiateur qui a rencontré les parties à plusieurs reprises. On me dit que les points en litige sont moins nombreux, et j'espère que le différend sera réglé avant longtemps.

* * *

● (1500)

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

RÉGION ATLANTIQUE—LES NOUVELLES POLITIQUES ET
LES PROJETS DU MINISTÈRE

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné l'accroissement du chômage dans la région atlantique et comme le coût du transport et la hausse des taux d'intérêt continuent de poser des problèmes qui contrecarrent tous les efforts que tentent le ministre et ses fonctionnaires pour aplanir les disparités régionales, pourrait-il faire une déclaration bientôt au sujet des nouvelles politiques qu'adoptera le ministère de l'Expansion économique régionale? Autrement dit, peut-il nous indiquer à quel moment son ministère fera suivre ses consultations de mesures ou de projets nouveaux et directs?